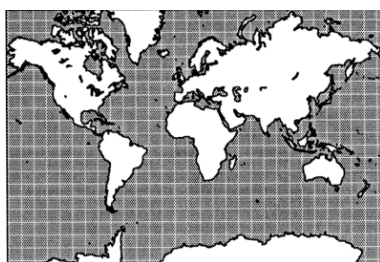


<https://collectiflieuxcommuns.fr/?739-le-tropisme-des-crisis-economiques>



Le tropisme des crises économiques depuis 40 ans

- Nos textes - Textes de sympathisants - Fargette G. -



Date de mise en ligne : dimanche 8 mars 2015

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Texte extrait du bulletin de G. Fargette, *Le Crépuscule du XXe siècle*, n°27-28, avril 2014

La crise de 1973-1974 a-t-elle jamais cessé ?

Ce qui a été défini comme une "crise économique" à partir de 1973-1974 paraît n'avoir jamais cessé. Mais une "crise" constitue par définition un moment aigu précédant une recomposition. Un nouveau mode de "régulation" s'est imposé à partir de la fin des années 1970, tandis que les couches régnautes des pays industrialisés s'adaptaient à cette mutation en privilégiant une logique oligarchique. Depuis 2007 les intenses perturbations financières et économiques correspondent à une inflexion qualitative du fonctionnement réglé sur l'économie d'endettement et la "mondialisation". Les conséquences à terme seront beaucoup plus graves que la crise de 1929, car les leviers du keynésianisme de plus en plus usés au fil des décennies ont perdu leur efficacité [1].

Aveuglement de toutes les instances politiques

L'impuissance qui en résulte se trahit aussi bien par l'aveuglement démonstratif de la Gauche fondamentale que par l'irréalisme incantatoire des nostalgiques de la puissance de l'État-nation. Le court succès de Hollande aux élections de 2012 a été fondé sur une promesse implicite correspondant à la seule chose qu'est prête à entendre la population : maintenir la société de consommation, sans demander trop d'efforts. Telle est l'aspiration fondamentale des contemporains, qui veulent surtout éviter de s'occuper des affaires publiques, tout en bénéficiant d'une prospérité privée, conformément au contrat implicite : *"niveau de vie" amélioré contre passivité politique.*

Or, les efforts inéluctables et de plus en plus douloureux ne suffiront pas. La société de consommation pour tous n'est plus une perspective tenable. Cette impossibilité oriente déjà l'ensemble des développements historiques malgré les dénégations de tout le champ politique. Ce fait massif nourrit une tendance de fond vers une insécurité généralisée tant le modèle anthropologique qui fonde les comportements et les valeurs aujourd'hui repose sur la société de consommation. Il s'agit de bien plus qu'une simple question "matérielle". L'univers mental de cette société repose sur un substrat métaphysique d'irresponsabilité et de désinvolture, dans le vertige d'une abondance enfin advenue que l'on a voulu croire irréversible. L'industrie du divertissement en est le référent absolu, le supplément d'âme de pacotille qui accompagne cette illusion en perpétuelle reconstruction. Cette industrie de l'étourdissement et de la diversion fonctionne en écho et en substitut aux dispositifs religieux traditionnels : comment échapper à la conscience de notre finitude ? Mais cette transformation a lieu sur le mode d'une surenchère d'irresponsabilité, à *l'opposé de ce qu'implique la sortie de la religion*, sortie qui ne cesse pourtant de se renforcer en Occident. L'industrie du divertissement établit un monde de significations en miettes, qui se veulent le langage de l'époque et qui surdéterminent par défaut les références politiques et sociales, qui en sont pulvérisées.

Effets de la "crise" de 2007

L'ébranlement qui a commencé en 2007 est corrélé au pic d'extraction du pétrole conventionnel atteint depuis 2005-2006. La rechute intervenue en 2011, avant que ne soit comblé la baisse des premières années de cette nouvelle "crise", tient avant tout à ce que la croissance exponentielle de la production n'est tenable qu'avec une croissance correspondante de l'extraction des ressources énergétiques, ce qui est désormais hors de portée. Cette extraction énergétique était à la traîne depuis plus de trente ans, et ce hiatus a déterminé le cadre dans lequel s'est développée l'économie d'endettement.

La Banque Mondiale a annoncé au début de 2014 que cette "crise" était enfin terminée et que tout allait repartir peu à peu. Ce tour de passe-passe sémantique avalise les traits caractéristiques du nouveau type de fonctionnement. Si dans un sens rigoureux, la transition (la "crise") est finie, cela signifie qu'un nouveau régime de croisière est désormais établi, comme au début des années 1980. Il se résume à une *austérité à perpétuité* (alors qu'en France, elle n'a pas encore vraiment commencé !), avec retour brutal et récurrent de désordres économiques et financiers, aucun des facteurs déclencheurs de 2007 n'ayant été corrigé.

On le vérifiera lorsque commencera, probablement dès 2015-2016, l'attrition qui suivra le pic de pétrole conventionnel, ressource la plus commode et la moins chère de toutes. Jusqu'à présent, on n'a subi que les conséquences préliminaires due à une simple stagnation de l'extraction.

Quelles sont les lignes de force des événements à venir ? Les palliatifs (gaz et huile de schiste), amphétamines que l'Amérique du Nord s'est mise à extraire à grande échelle, sont à la fois "réalistes" pour le cours terme puisqu'ils permettent de prolonger la fuite en avant productiviste (au prix d'une aggravation rapide des pollutions les plus diverses) tout en sauvegardant les facteurs de puissance, mais ils sont éphémères. Leur pic d'extraction est annoncé comme devant se produire là-bas avant 2020. Ce palliatif très provisoire sera très certainement exploré en France dans les années qui viennent. D'autres sont imaginables, comme les recherches menées par le Japon, qui rencontrent certains résultats depuis 2013, pour exploiter le méthane gelé au fond des mers (les "clathrates"). Les effets sur le réchauffement climatique en seront encore aggravés, même si les conséquences ne deviendront éclatantes que d'ici quelques décennies [2].

Les promesses d'un mode d'extraction de nouvelles énergies "non polluantes", mais aussi commodes et efficaces que le pétrole conventionnel, sont parfaitement creuses. Les énergies "renouvelables" technologiques ne peuvent se développer qu'à l'abri du parapluie des énergies carbonées (pour la construction des infrastructures, la maintenance de la chaîne industrielle et la logistique qui en sont la condition, etc.). Une telle remarque vaut également, selon toute probabilité, pour le nucléaire. Ces types d'extraction de l'énergie ne sont pas "auto-suffisants" du point de vue du circuit productif. Seules les énergies renouvelables passives ou peu technologiques, qui se contentent de "circuits courts", peuvent sortir du cercle vicieux de l'énergie carbonée. **Mais elles ne sont pas une base de développement de la puissance.**

Le slogan publicitaire en cours chez les parvenus de l'écologie politique à propos d'une "**transition énergétique**" miraculeuse permettant de dégager une "nouvelle croissance" est un discours volontariste d'illusion et de mystification [3]. Il n'y a pas, il n'y aura pas, en l'état actuel des perspectives physiques et géologiques, de substitut suffisant et non carboné au pétrole conventionnel. La production matérielle ne pourra donc maintenir son rythme de croissance. Elle ne va plus progresser que par des effets quantitatifs (de population, etc.), mais avec une diminution de plus en plus rapide de l'énergie disponible par habitant, puisque la maîtrise de la démographie est manquée au niveau planétaire (principalement en Afrique et en Inde). Des points de rupture surgiront inévitablement en se manifestant sous l'apparence de crise à la fois financière et économique et peut-être aussi alimentaire. Les organismes concernés de l'ONU anticipent en effet une disette chronique pour vingt pour cent de la population mondiale dès le début des années 2020 (si, "par chance" les récoltes ne sont pas trop mauvaises d'ici là). Les divers scandales de falsification de la nourriture, comme la substitution de viande de cheval à celle de boeuf dans les plats "industriels", le traitement de plus en plus chimique de la nourriture, l'utilisation de pesticides de plus en plus dangereux, dits "systémiques", etc., sont autant d'éléments **précurseurs** de cette tension alimentaire, qui s'en trouve travestie et peut-être retardée mais nullement conjurée [4].

Les difficultés d'extraction énergétique participent d'un problème encore plus grave, l'épuisement de presque toutes les grandes ressources minérales, d'autant qu'avec moins d'énergie, l'extraction minière sera de moins en moins efficace. Là aussi, on décèle certains signaux précurseurs, comme les tensions sur l'extraction des *terres rares*, en partie aggravées par la politique chinoise (ces minéraux sont indispensables aux nouvelles techniques sur lesquelles reposent les énergies prétendu-ment "renouvelables" les plus technologiques), ou de minerais plus courants comme

le cuivre (matière à laquelle ont été corrélés la naissance et le développement des villes, et la création de l'État, etc.) [5]. L'inflation des vols de métaux est révélatrice de cet horizon de pénurie. Ces quelques indices pointent l'ampleur des contraintes qui s'imposent au processus de civilisation historique cristallisé il y a environ six mille ans [6].

Pour le moment, il n'y a aucun remède à la soif de puissance qui constitue l'arrière-plan fondamental de toute forme d'économie industrielle. Une remarque élémentaire rend ce dilemme tout à fait sensible : toute société "écologique" éviterait d'utiliser les métaux et les énergies fossiles, mais cela ferait d'elle, instantanément, une proie pour les sociétés ne respectant pas cette autolimitation. Ce problème de la puissance, arrière-plan surdéterminant des questions économiques, s'est déjà fait sentir dans le passé pour certaines ressources comme le bois, à l'époque où les marines de guerre constituaient une référence de la puissance maritime. Le résultat a été à chaque fois irrémédiable : les forêts servant de gisement pour cette construction ont simplement fini par disparaître (il suffit d'aller voir l'arrière-pays génois, le Liban ou la Provence). De nombreux gisements de ressources "naturelles" subissent désormais ce mécanisme.

L'oligarchisation, moteur des inégalités

Cette situation "objective" est renforcée par une logique interne à la plupart des sociétés contemporaines. Les forces d'aspiration de la richesse vers le haut sont si puissantes que le cercle vicieux s'aggrave au fil des ans, malgré les aléas du fonctionnement économique, comme s'il n'y avait plus de contre-poids socio-politique suffisant pour modérer cette inégalité galopante. Les réactions sociales parviennent tout au plus à produire, localement, des actions de retardement, permettant un "travail de deuil collectif", qui mène à une résignation pleine de ressentiment.

Le processus de "mondialisation" affiche désormais un objectif assez clair : tant que ne se produit pas de rupture géopolitique majeure, avec marche à la guerre, c'est-à-dire tant que les contradictions sont gérées de façon plus ou moins ordonnée, ce processus conduit à la transformation du monde en un vaste **réseau de "villes- métropoles"** captant l'essentiel des richesses et de l'énergie (qui est la condition de leur fonctionnement) aux dépens des arrière-pays, qui vont se trouver de plus en plus tiers-mondisés, et cela sur tous les continents [7]. Il reste à savoir combien de temps une telle évolution permettra de "faire société", comme aime à dire les sociologues aujourd'hui [8].

La manière dont sont encadrées les réactions confuses et de plus en plus consternées des populations est nécessairement inédite, puisque tous les leviers de régulation subissent des transformations imprévues et perdent parfois leur efficacité d'un seul coup. On voit se cristalliser des *institutions de fait*, tout à fait non conventionnelles (cf n°26 du *Crépuscule*) dans les sociétés occidentales : une structure protoplasmique, dépourvue de stratégie mais experte en confusion, la pieuvre médiatico-politique, remplit un rôle de plus en plus central pour le pouvoir, sans qu'elle se soit annoncée. On constate son existence à ses effets : elle se trouve à la manœuvre là où les partis sont réduits à l'état de fantômes mimétiques, tandis que la passivité publique paralyse tout renouveau de l'action politique. Avec l'échec instantané du cabotage économique-politique prôné par Hollande dans la France d'après 2012, qui revient à une absence de stratégie et de décision, on voit se préciser le rôle des réactions dans le champ politique, en forme d'intermède. C'est à une description de ces péripéties qu'est consacré ce numéro du *Crépuscule* à partir de la page 7.

Paris, le 25 mars 2014

[1] Voir le n°25 du *Crépuscule*, pour un exposé des raisons physiques, géologiques et historiques de cette dimension, qu'aucun courant politique ne semble pouvoir prendre en compte.

[2] Quels que soient les discours rassurants, 2100 ne désigne pas le terme du processus de réchauffement climatique, mais un point d'étape dans un processus pluriséculaire qui a sa propre inertie : les 0,8 à 1,5 m de hausse du niveau des mers en 2100, de plus en plus probables, seront sans doute suivis de la cote 5 m en 2200 et 15 m en 2300, etc., jusqu'à éventuellement 75 m à terme, si toutes les glaces du Groenland et de l'antarctique devaient fondre (depuis la dernière glaciation, le niveau des mers est déjà monté de 120 m environ). Sans miracle énergétique permettant l'abandon rapide des énergies carbonées, ce processus de réchauffement s'amplifiera de par sa propre inertie.

[3] Ce thème de la « transition énergétique » est un écho dérisoire aux thèses déjà en vogue dans les réseaux de Lalonde il y a 25 ans, qui assuraient qu'on allait vers une merveilleuse convergence entre l'économie et l'écologie (cf "La vie en Vert" d'Alain Mamou-Mani, 1992). Tous ces illusionnistes se croient obligés de prétendre qu'il existe une solution productiviste mariant la technique, les mécanismes capitalistes et les préoccupations écologiques, mais c'est une simple incantation médiatique. Presque toutes les sources d'énergie non carbonées sont plus coûteuses, en termes de travail humain plus encore que de comptabilité financière, et on ne peut reporter l'inscription de leurs coûts pendant quelques décennies, à la différence de ce qui a été fait pour le nucléaire français. Ce dernier escamotage n'est d'ailleurs plus tenable, comme le montre le dilemme officiel entre l'arrêt des réacteurs de plus de 40 ans (comme prévu initialement), ou leur prolongation pour 20 ans. La réalité pesante est que l'État français n'a plus les moyens de renouveler son "parc" nucléaire, et peut-être même plus de l'entretenir.

[4] Les manipulations qui visent à produire de la culture de viande en laboratoire escamotent l'immense problème des antibiotiques dont cette matière devrait être saturée. Peut-être ces manipulations diverses de la nourriture provoqueront-elles une baisse importante de la durée de vie humaine, ce qui constituerait une gestion "systémique" du rapport entre démographie et nourriture disponible et aurait pour effet d'alléger drastiquement le poids financier des retraites... Comme les secteurs oligarchiques ne sont pas prêts à partager le sort commun, le signal de l'entrée dans une telle logique serait donné par l'apparition d'un dualisme dans la production de nourriture (la culture "bio" étant dès lors principalement orientée vers le sommet de la société).

[5] Il n'y a pas assez de cuivre sur la planète pour que la Chine et l'Inde se dotent de réseaux électriques de même densité et de même nature que les régions anciennement industrialisées, telles que l'Amérique du Nord, l'Europe de l'ouest ou le Japon.

[6] D'autres dimensions d'épuisement sont tout aussi préoccupantes, cf D. Meadows, dans Libération du 15/06/2012 : *"En 1972, à la limite, nous aurions pu changer de trajectoire. A cette époque, l'empreinte écologique de l'humanité était encore soutenable. Ce concept mesure la quantité de biosphère nécessaire à la production des ressources naturelles renouvelables et à l'absorption des pollutions correspondant aux activités humaines. En 1972, donc, nous utilisions 85 % des capacités de la biosphère. Aujourd'hui nous en utilisons 150 %"*.

[7] Dernière fougade du sinistre Attali, il vient de publier un article à l'allure de manifeste en faveur de cette évolution consternante (voir [La Tribune du 24/01/2014](#)). Une critique en est exposée dans l'encadré de la page 4 [[bientôt disponible ici](#)].

[8] C. Guilluy remarque dans son livre "Fractures françaises" (2010), à la suite de J. Donzelot, que dans le type de "développement" actuel, il ne serait plus possible de "faire société" qu'au niveau planétaire et non plus national. Cela signifie qu'en cas de rupture géopolitique, la tempête social-historique prendrait une acuité inédite. Si les échelles de souveraineté ne sont plus verrouillées qu'au niveau planétaire, la désintégration de ce noeud aurait des effets ravageurs inouïs.